

## RESULTATS SEMESTRIELS 2012

**Déploiement du plan stratégique : 109 M€ d'économies brutes identifiées au titre de Convergence sur l'année et 60% du programme 2012-2013 de cessions déjà signés ou réalisés**

**Mesures complémentaires pour faire face à la dégradation du contexte économique**

**Résultat net part du groupe de 153 M€**

**Free Cash Flow de 348 M€**

**Objectifs 2012-2013 confirmés**

### Chiffres clés du premier semestre 2012

<ul style="list-style-type: none"><li>• Chiffre d'affaires : <b>14,8 Mds€</b></li><li>• Capacité d'Autofinancement Opérationnelle : <b>1 383 M€</b></li><li>• Résultat opérationnel récurrent : <b>631 M€</b></li><li>• Résultat net part du groupe : <b>153 M€</b></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Cessions : <b>1 626 M€*</b></li><li>• Free Cash Flow positif : <b>+348 M€</b></li><li>• Endettement financier net à <b>14,7 Mds€</b></li></ul>
---	--

\* Hors produit de la cession de l'activité de Déchets Solides aux Etats-Unis qui devrait être finalisée au 2<sup>e</sup> semestre

*Antoine Frérot, Président-Directeur général du Groupe : « Au cours du premier semestre, nous avons progressé dans le déploiement du plan stratégique présenté à l'Investor Day du 6 décembre, et notamment le programme de cessions, la transformation de l'organisation et la réduction des coûts. Les revenus du semestre sont en croissance malgré la détérioration de l'environnement économique, en particulier en Italie et en France, qui a pesé sur les résultats. Compte tenu de ce contexte difficile, nous avons décidé d'accroître nos efforts de réduction des coûts et des investissements. Ces mesures nous permettent de confirmer nos objectifs 2012-2013 et les perspectives du Nouveau Veolia ».*

### Faits marquants :

- Mise en œuvre du plan stratégique au rythme prévu.
- Programme de cessions déjà engagé à hauteur de 60% à fin juillet.
- Réductions de coûts bruts initiées en avance sur le plan de marche, à 109 M€ sur l'année 2012 avec un effet net positif de 27 M€ sur le résultat opérationnel au 30 juin 2012.
- Des résultats marqués par la dégradation des conditions économiques en Italie, qui pèse sur Dalkia, et par le ralentissement économique.
- En complément du plan stratégique, mesures d'accompagnement pour faire face à la détérioration de l'environnement :
  - Gel de 500M€ d'investissements sur 2012-2013
  - Objectif de réduction des coûts bruts à 270 M€ (+50 M€) en 2013 et 500M€ en 2015 (+50 M€)

## **Activité**

Le chiffre d'affaires consolidé a enregistré une croissance de 1,6% à périmètre et change constants (+3,3% en courant) et ressort à 14 781 M€ contre 14 304 M€, au 30 juin 2011 retraité. Dans l'Eau, la croissance est passée de +5,2% à périmètre et change constants au premier trimestre, à -0,3% au deuxième trimestre, pénalisée notamment par des volumes en baisse en France. Dans la Propreté, les premiers signes de ralentissement économique ont pesé sur le chiffre d'affaires du deuxième trimestre, en baisse de 5,7% à périmètre et change constants contre -1,1% au premier trimestre. Dans les services à l'Energie, la croissance s'est maintenue au deuxième trimestre, portée par la hausse des prix des énergies.

La capacité d'autofinancement opérationnelle du Groupe est en retrait de 9,7% par rapport au premier semestre 2011 retraité (-10,6% à change constant), à 1 383 M€, sous les effets :

- en Italie, de la dégradation des conditions de financement de l'économie qui rend impossible la poursuite normale du programme de cessions de créances et a conduit à des dépréciations de créances sur Dalkia pour un montant de 88,7 M€
- de l'érosion contractuelle dans l'Eau en France
- de la baisse des prix des matières premières recyclées et des volumes dans la Propreté

La contribution cumulée des plans de Performance Opérationnelle et du Plan Convergence sur le premier semestre est de 102 M€, nets de coûts de mise en œuvre.

Le résultat opérationnel récurrent enregistre une baisse de 26,3% (26,7% à change constant) par rapport à au premier semestre 2011 retraité, à 631 M€.

Hors difficultés de Dalkia Italie, la Capacité d'Autofinancement Opérationnelle serait ressortie en retrait de 4,8% à change constant et le résultat opérationnel récurrent, en repli de 16,3% à change constant

Le résultat opérationnel est en forte progression, à 523 M€, contre 180 M€ en 2011 retraité, le premier semestre 2011 ayant été marqué par des dépréciations d'actifs pour 676 M€ retraitées.

Le résultat net des activités non poursuivies est de 246 M€, intégrant notamment une plus-value de 234 M€, nette des frais de cession, au titre de la cession de l'activité d'Eau régulée au Royaume-Uni.

Le résultat net part du groupe ressort à 153 M€ contre -67 M€ au premier semestre 2011. Le résultat net récurrent part du groupe s'établit à 8 M€ contre 149 M€ retraité un an plus tôt.

Le Groupe a en outre dégagé un cash flow libre positif de 348 M€. L'endettement financier net du groupe au 30 juin 2012 s'établit à 14 693 M€ contre 14 764 M€ au 30 juin 2011. Il intègre, sur les 12 mois, un effet de change très significatif. La dette de fin d'année devrait bénéficier du retournement saisonnier du BFR, de la poursuite du programme de cessions, notamment de l'activité de Déchets Solides aux Etats-Unis.

## **Mise en œuvre accélérée du plan stratégique**

Le Groupe progresse dans le déploiement du plan stratégique présenté fin 2011.

Au cours du deuxième trimestre, le plan Convergence a été présenté à près de 3 000 cadres au sein du Groupe. Les premières mesures de réduction de coûts ont été engagées et ont d'ores et déjà permis d'initier des économies brutes à hauteur de 109 M€ au titre de 2012. Elles auront un effet année pleine 2013 de 130 M€. Plusieurs programmes qui alimenteront les réductions de coûts en 2014 et 2015 sont lancés par ailleurs.

Deuxième volet du plan, le programme de cessions, a été engagé à 60% à la fin du mois de juillet après principalement la cession des activités d'Eau régulée au Royaume-Uni et la signature de la cession des Déchets Solides aux Etats-Unis, à des niveaux de valorisation très satisfaisants et avec des plus-values élevées.

## **Mesures d'adaptation complémentaires pour faire face au ralentissement économique**

- Gel de 500M€ d'investissements sur 2012-2013
- 50 M€ de réductions de coûts bruts supplémentaires, relevant à 270 M€ le niveau d'économies en 2013 et à 500M€ en 2015

Le Groupe maintient ses objectifs annoncés lors de l'Investor Day du 6 décembre 2011.

## VEOLIA ENVIRONNEMENT

Le premier semestre 2012 a été marqué par :

- une détérioration du contexte économique à partir d'avril 2012, avec l'atonie de certains secteurs industriels, qui pèse sur l'activité de Veolia Propreté notamment en France, au Royaume-Uni et en Allemagne ;
- une situation économique et financière qui demeure difficile en Europe du Sud, et notamment des tensions sur le marché de refinancement des créances en Italie qui remet en question notre programme de cession de créances. Dans ce contexte, le Groupe a constaté, à ce titre, en résultat opérationnel récurrent des pertes de valeurs et des charges à payer pour un montant total de 88,7 millions d'euros en Italie dans la division Services à l'Energie ;
- de fortes variations des parités monétaires contre euro.

Face à ces difficultés, le Groupe a accéléré la mise en œuvre de sa stratégie dans le cadre d'un vaste programme de transformation :

### **ACCELERATION DE LA MISE EN PLACE DU PLAN STRATEGIQUE DE VEOLIA ENVIRONNEMENT**

#### **Evolution de la gouvernance**

Trois nouveaux administrateurs ont rejoint le Conseil d'Administration de Veolia Environnement : Madame Nathalie Rachou, Madame Maryse Aulagnon et Monsieur Jacques Aschenbroich.

Dans le cadre de l'accélération de la mise en place du plan stratégique de Veolia Environnement, la composition du comité exécutif a été resserrée autour d'Antoine Frérot.

#### **Transformation de l'organisation et programme de réductions de coûts au travers du plan Convergence**

Suite à l'évolution du comité exécutif au premier semestre 2012, le programme de transformation du Groupe et de réduction des coûts s'est accéléré. Plus de 3 000 cadres ont été rencontrés au cours des mois de février à juin. 19 projets prioritaires transverses et 325 projets validés ont été lancés dans toutes les activités et implantations géographiques du Groupe. 258 projets au titre du programme Convergence 1 ont été engagés et doivent permettre de dépasser le montant de 100 millions d'euros de gains en 2012, avant coûts de mise en œuvre.

#### **Politique de recentrage des activités**

Les cessions industrielles et financières (y compris augmentations de capital souscrites au titre des participations ne donnant pas le contrôle et transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle) s'élèvent à 1 626 millions d'euros au 30 juin 2012.

Le 28 juin 2012, le Groupe a annoncé la signature d'un contrat entre Veolia Water UK, filiale à 100% de Veolia Environnement, et Rift Acquisitions Limited, pour la vente de son activité Eau régulée au Royaume-Uni. Le montant de la cession est assis sur une valeur d'entreprise de 1,2 milliard de livres sterling (soit 1,5 milliard d'euros). L'opération conduit à un désendettement du Groupe de 1 517 millions d'euros. Au terme de cette transaction, Veolia Environnement conserve, outre l'ensemble de ses activités non régulées, un intérêt de 10% dans l'activité d'eau régulée en Grande-Bretagne pour une durée d'au moins 5 ans. Cette participation de 10% est mise en équivalence au 30 juin 2012.

Cette opération a dégagé une plus value de 233,8 millions d'euros (net des frais de cession) au titre des activités abandonnées.

Le Groupe a signé un contrat avec Highstar le 19 juillet 2012 pour la vente de son activité Déchets Solides aux Etats-Unis dans la Division Propreté. Le montant de la cession est assis sur une valeur d'entreprise de 1 909 millions de dollars américains (1 561 millions d'euros au taux du 17 juillet 2012). Cette activité est classée en activités non poursuivies depuis le 31 mars 2012.

Le Groupe poursuit la préparation de son désengagement de Veolia Transdev en concertation étroite avec son co-associé, la Caisse des Dépôts et Consignations: ajustement de la stratégie industrielle, objectif de structuration de bilan et stratégie de refinancement.

Par ailleurs, le Groupe négocie également les cessions d'activité de taille plus modeste.

Dans le cadre de l'exécution de ce programme de cessions, le Groupe a procédé à la mise à juste valeur de certains actifs à hauteur de 228,2 millions d'euros : 145,2 millions d'euros en résultat opérationnel, dont 37,4 millions en résultat opérationnel récurrent, et 83,0 millions d'euros en résultat des activités non poursuivies au titre de VTD

## ACTIVITE ET DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

PAO au 30 juin 2012 (en millions d'euros)	PAO au 30 juin 2011 retraité (*) (en millions d'euros)	Variation 2012/2011	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
14 780,7	14 303,9	3,3%	1,6%	0,2%	1,5%

**Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe** s'établit à 14 780,7 millions d'euros contre 14 303,9 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité, en progression de 3,3% (1,6% à périmètre et change constants). Au 31 mars 2012 retraité, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établissait à 7 851,1 millions d'euros en progression de 4,9% (3,5% à périmètre et change constants). L'activité sur le deuxième trimestre 2012 varie de 1,6% (-0,4% à périmètre et change constants) du fait notamment de l'environnement économique dégradé sur le second trimestre 2012.

L'effet périmètre du chiffre d'affaires au 30 juin 2012 inclut à hauteur de 33,0 millions d'euros les acquisitions et cessions ciblées réalisées en 2012 et en 2011 dont notamment -73,4 millions d'euros dans la division Eau (essentiellement l'impact de la cession de certaines de ses activités en Asie), -23,2 millions d'euros dans la division Propreté (impact de la cession de la Belgique), et 113,6 millions d'euros dans la division des Services à l'Energie (lié principalement à l'acquisition du réseau de chaleur de Varsovie en octobre 2011)

A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires au 30 juin 2012 est en croissance de 1,6% par rapport au 30 juin 2011 retraité. Cette évolution s'explique principalement par :

- dans la division Eau, des effets favorables d'indexation en France et des hausses tarifaires et extensions de périmètre en Europe Centrale et Orientale, les bonnes performances de l'Asie dans les activités d'exploitation et par la croissance des activités industrielles de Technologies et Réseaux,
- la hausse du prix des énergies (impact de 154,4 millions d'euros comparé au 30 juin 2011) combinée à un environnement climatique plus favorable qu'au premier semestre 2011 dans la division des Services à l'Energie.

Ces effets sont partiellement compensés par l'érosion contractuelle dans l'eau en France, la légère baisse du chiffre d'affaires dans la division Propreté essentiellement liée au contexte macro-économique difficile notamment au Royaume-Uni et en France qui affecte la collecte commerciale et à l'évolution défavorable du prix des matières premières recyclées (notamment en France et en Allemagne).

La part du chiffre d'affaires réalisée à l'international atteint 8 785,1 millions d'euros à fin juin 2012, soit 59,4% du total comme au 30 juin 2011 retraité.

L'effet de change de 210,7 millions d'euros reflète essentiellement l'appréciation par rapport à l'euro, du dollar américain pour 65,9 millions d'euros, de la livre sterling pour 58,4 millions d'euros du yuan renminbi chinois pour 45,5 millions d'euros, du dollar australien pour 37,0 millions d'euros, et du yen japonais pour 22,3 millions d'euros, compensée par la dépréciation de la couronne tchèque pour -19,9 millions d'euros et du zloty polonais à hauteur de -18,3 millions d'euros.

### Activité commerciale

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012, le Groupe a poursuivi son développement et a enregistré de nouveaux succès commerciaux reposant sur une offre enrichie et renouvelée dont :

- l'attribution à OTV filiale de Veolia Eau Solutions et Technologies, par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), du pilotage du groupement chargé des travaux de refonte de la filière de traitement biologique de la station d'épuration Seine Aval (Achères dans le département des Yvelines). Ce contrat générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 196 millions d'euros (part revenant à OTV) ;
- l'attribution par la DPE (Département de la protection de l'environnement) de la ville de New York, à Veolia Eau, du contrat de performance et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'optimisation de ses services publics d'eau et d'assainissement pour une durée de 4 ans. Ce contrat générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 36 millions de dollars;
- le gain, par Dalkia, du contrat de conception, de réalisation et de gestion du réseau de chaleur de la communauté de l'agglomération dijonnaise pour une durée de 25 ans. Ce contrat dont le réseau sera

à 80% approvisionné par des énergies renouvelables, générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 200 millions d'euros ;

- l'attribution par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) à Dalkia, du contrat de gestion technique et énergétique de plus de 180 000 m<sup>2</sup> de ses bureaux situés au Luxembourg. Ce contrat de 4 ans porte sur 4 bâtiments avec un objectif ambitieux de réduction de l'empreinte carbone avec un chiffre d'affaires cumulé estimé à 32 millions d'euros ;
- le gain par Veolia Water Japan, filiale de Veolia Eau, de trois contrats d'exploitation et de maintenance d'usines d'eau potable et d'assainissement au Japon, permettant de répondre aux besoins de 1 215 000 habitants. Ces trois contrats généreront un chiffre d'affaires cumulé estimé à 49 millions d'euros sur une durée maximale de 5 ans ;
- l'obtention du contrat d'exploitation et de maintenance du service des eaux de la ville de Nagpur par Veolia Eau, via la joint-venture Orange City Water commune avec l'un des leaders du BTP et des services indiens, Vishvaraj Environment Ltd, pour une période de 25 ans et qui générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 387 millions d'euros (part du Groupe) ;
- l'attribution du contrat de construction et d'exploitation de la nouvelle station d'épuration de Nilothi par l'autorité publique indienne en charge des services d'eau et d'assainissement de la capitale New Delhi, à Veolia Eau. Ce contrat, d'une durée de 13 ans, prévoit une première phase de construction de 2 ans et une phase d'exploitation et de maintenance de 11 ans. Le chiffre d'affaires global cumulé estimé est de l'ordre de 40 millions d'euros ;
- l'obtention, par Dalkia, du contrat de gestion technique et énergétique du patrimoine immobilier du Parlement européen. Ce nouveau contrat représentera un chiffre d'affaires global estimé à plus de 120 millions d'euros sur la durée (engagement annuel tacitement reconductible 5 fois soit 6 ans) ;
- l'attribution par le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou à Dalkia de la rénovation de son système de climatisation avec pour objectif une amélioration notable de la performance énergétique et environnementale de l'institution. Ces travaux de performance énergétique qui amélioreront les rendements électriques et thermiques et répondront aux besoins de chaleur, de froid et d'hygrométrie des 100 000 mètres carrés de surface du musée ont commencé en juin 2012 et s'achèveront en 2015. Le chiffre d'affaires global cumulé estimé est de l'ordre de 25 millions d'euros ;
- l'obtention par Veolia Propreté en partenariat avec une société chinoise de services à l'environnement, du contrat de concession de centre de traitement des déchets spéciaux de Changsha, capitale de la province de Hunan. Ce contrat d'une durée de 25 ans générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 320 millions d'euros (à 100%) ;
- l'attribution par la ville d'Iasi en Roumanie à Dalkia du contrat d'exploitation du réseau du chauffage urbain de la ville pour une durée de 20 ans. Ce contrat de délégation de service public qui porte sur la production, le transport, la distribution et la fourniture de chaleur générera un chiffre d'affaires cumulé estimé à 600 millions d'euros.

## PERFORMANCES OPERATIONNELLES

En 2012, le Groupe bénéficie de l'impact positif des mesures de restructurations prises en 2011 et des arrêts de contrats liés à l'accélération du recentrage du Groupe. Cependant des difficultés persistent en Italie sur le financement des créances publiques. Par ailleurs, suite au programme de cession en cours des ajustements de valeurs et des plus values ont été reconnus dans les comptes qui peuvent se résumer ainsi :

<i>En millions d'euros</i>	Capacité d'autofinancement opérationnelle	Résultat opérationnel récurrent	Résultat opérationnel	Résultat net part du Groupe
Poursuite des restructurations et dépréciations	-88,7	-88,7	-88,7	<b>-58,5</b>
Mise à juste valeur	-16,3	-37,4	-145,2	<b>-221,2</b>
Plus value	-	-	-	<b>233,8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-105,0</b>	<b>-126,1</b>	<b>-233,9</b>	<b>-45,9</b>

**La capacité d'autofinancement opérationnelle** s'élève à 1 383,5 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 1 532,4 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité en retrait de -9,7% et de -10,6% à change constant. La marge

de capacité d'autofinancement opérationnelle est en retrait de -1,3 point, à 9,4% contre 10,7% au 30 juin 2011 retraité.

Au 30 juin 2012, dans un contexte de financement difficile de la dette publique italienne et de cession des créances italiennes, une perte de valeur des dites créances a été enregistrée à hauteur de 88,7 millions d'euros, dans la division des Services à l'Energie. Retraitée de cette perte de valeur, la capacité d'autofinancement opérationnelle reculerait de -3,9% (-4,8% à change constant) à 1 472,2 millions d'euros.

La variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle sur le premier semestre 2012 est affectée par :

- le retrait des performances opérationnelles de la Division Eau, notamment lié à l'érosion contractuelle en France ;
- le différentiel défavorable sur le prix des matières premières recyclées en France et en Allemagne,
- un contexte macro-économique difficile notamment au Royaume-Uni, en France et en Allemagne affectant la Division Propreté ;
- le contexte de financement difficile de la dette publique italienne et de cession des créances italiennes, et plus particulièrement la perte de valeur des dites créances enregistrée à hauteur de 88,7 millions d'euros, dans la Division des Services à l'Energie.

Elle bénéficie en revanche de :

- la progression des activités de la division Eau en Europe Centrale et Orientale liée aux hausses tarifaires en Roumanie, Slovaquie et République Tchèque ;
- l'activité en progression auprès des clients industriels des activités Technologies et Réseaux dans la Division Eau.

Les effets des plans Performance et Convergence du Groupe ont permis de générer 102 millions d'euros d'économies nettes des coûts de mise en œuvre, dont 34 millions d'euros au titre de Convergence.

L'effet de change positif total de 14,4 millions d'euros sur la capacité d'autofinancement opérationnelle reflète essentiellement l'appréciation par rapport à l'euro, du dollar américain pour 4,5 millions d'euros, de la livre sterling pour 5,4 millions d'euros, du yuan renminbi chinois pour 9,6 millions d'euros, compensée par la dépréciation des devises de l'Europe de l'Est (République Tchèque et Pologne) à hauteur de -8,3 millions d'euros.

**Le résultat opérationnel récurrent** ressort à 630,9 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 855,6 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité, en retrait de -26,3% et -26,7% à change constant, notamment du fait :

- de l'évolution de la capacité d'autofinancement opérationnelle
- de l'augmentation des amortissements par rapport au 30 juin 2011 retraité, de 34,8 millions d'euros à change courant, notamment sous l'effet des variations de périmètre telle que l'acquisition du réseau de chaleur de Varsovie dans la division Services à l'Energie ;
- d'une faible variation des plus-values de cessions industrielles et financières qui s'élèvent à 3,4 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 4,6 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité.

Hors pertes de valeurs liées à la poursuite des restructurations en Italie dans les Services à l'Energie, le résultat opérationnel récurrent reculerait de -15,9% (-16,3% à change constant) à 719,6 millions d'euros.

Le taux de marge de résultat opérationnel récurrent est en retrait passant de 6,0% au 30 juin 2011 retraité à 4,3% au 30 juin 2012. Hors perte de valeur liée à la poursuite des restructurations en Italie dans les Services à l'Energie, le taux de marge du résultat opérationnel récurrent serait de 4,9% au 30 juin 2012.

**Le résultat opérationnel** s'établit à 523,1 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 179,9 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité.

Outre la variation du résultat opérationnel récurrent décrite ci-avant, il inclut :

- des pertes de valeur sur goodwill enregistrées à hauteur de -107,8 millions d'euros notamment sur les activités non régulées du Groupe au Royaume-Uni dans la division Eau pour 55,8 millions d'euros, en Estonie dans les Services à l'Energie et dans la division Propreté, ainsi que dans le secteur opérationnel « Autres » dans les énergies renouvelables, contre 500,4 millions d'euros au 30 juin 2011 ;
- la baisse des dotations nettes de reprises aux provisions opérationnelles qui s'élèvent à -23,7 millions d'euros au 30 juin 2012 contre -167,6 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité. Pour mémoire au 30 juin 2011, les dotations nettes des reprises aux provisions opérationnelles incluaient -150 millions d'euros de dépréciations d'actifs non courants en Italie classés en éléments non récurrents.

**Les coûts commerciaux, généraux et administratifs** (« SG&A ») s'élèvent à -1 787,5 millions d'euros au 30 juin 2012 contre -1 799,0 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité. Le ratio SG&A / PAO s'établit ainsi à 12,1% au 30 juin 2012 contre 12,6% au 30 juin 2011 retraité.

Ces coûts sont en diminution de 0,6% par rapport au 30 juin 2011. Ils incluent des coûts liés à la mise en œuvre du plan de réduction des coûts pour 35,1 millions d'euros, dont 7,5 millions de coûts liés à des sorties de baux anticipés et 15 millions d'euros liés à des coûts de départ dans les sièges France.

## RESULTAT NET

**Le coût de l'endettement financier net** augmente de 15,7 millions d'euros à -361,7 millions d'euros au 30 juin 2012 contre -346,0 millions d'euros à fin juin 2011 retraité alors que l'endettement financier net moyen passe de 14,8 milliards d'euros au 30 juin 2011 à 15,1 milliards d'euros au 30 juin 2012.

La baisse du taux de financement qui passe de 5,32% en juin 2011 à 5,03% en juin 2012, est principalement liée à :

- la baisse des taux courts euros,
- la gestion active de la dette, dont gestion du coût de la liquidité.

L'augmentation du coût net est quant à elle principalement liée à la charge induite par le remboursement du placement privé américain (USPP).

**La charge d'impôt** s'élève à -151,9 millions d'euros au 30 juin 2012 contre -177,2 millions d'euros (hors dépréciation des impôts différés actifs sur le groupe fiscal français) au 30 juin 2011.

Au 30 juin 2012, le taux d'impôt s'affiche à 30,6% après retraitement des éléments ponctuels principalement constitués de pertes de valeurs de goodwill et d'actifs non déductibles ou dont la déduction fiscale ne peut être retenue compte tenu de la situation financière prévisionnelle de la filiale.

**Le résultat des entreprises associées** passe de 5,6 millions d'euros au 30 juin 2011 à 10,3 millions d'euros au 30 juin 2012.

**Le résultat net des activités non poursuivies** passe de 460,1 millions d'euros au 30 juin 2011 à 245,7 millions d'euros au 30 juin 2012.

Le résultat net de ces activités au 30 juin 2012 est principalement lié :

- au résultat de cession des activités de l'Eau régulé au Royaume-Uni cédées en juin 2012, dont une plus value de 233,8 millions d'euros net de frais de cession,
- au reclassement des charges et produits nets des activités de déchets solides aux Etats-Unis dans la division Propreté, en cours de cession,
- au reclassement des charges et produits net de Veolia Transdev à hauteur de la quote-part groupe en « Résultat des activités non poursuivies » hormis les activités du groupe Société Nationale Maritime Corse Méditerranée (SNMCM) en lien avec le projet de désengagement progressif de l'ensemble de Veolia Transdev annoncé le 6 décembre 2011,
- à la perte de valeur complémentaire enregistrée sur Veolia Transdev à hauteur de 83,0 millions d'euros,
- au reclassement des charges et produits nets des activités d'éclairage urbain « Citelum » dans la division Services à l'Energie, en cours de cession.

**La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle** représente 78,9 millions d'euros au 30 juin 2012, contre 35,8 millions d'euros au 30 juin 2011. Elle concerne notamment les actionnaires minoritaires de filiales dans l'Eau (61,4 millions d'euros), dans la Propreté (12,8 millions d'euros), dans les Services à l'Energie (15,8 millions d'euros) et dans les Autres Secteurs (-11,1 millions d'euros).

La variation de la part des minoritaires s'explique principalement par la quote-part d'EDF dans Dalkia (affectée au 30 juin 2011, par les pertes de valeurs prises dans la zone Europe du Sud).

**Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère** est de 153,1 millions d'euros au 30 juin 2012 contre -67,2 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité. Le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère est de 7,6 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 149,5 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité des activités non poursuivies.

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation qui s'élève à 505,5 millions au 30 juin 2012 (dilué et non dilué) et 487,0 millions au 30 juin 2011 (dilué et non dilué), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère (dilué et non dilué) par action ressort à 0,30 euro, contre -0,14 euro au 30

juin 2011. Le résultat net récurrent par action attribuable aux propriétaires de la société mère (dilué et non dilué) ressort à 0,02 euro au 30 juin 2012 contre 0,39 euro au 30 juin 2011 retraité.

## CASH FLOWS

La capacité d'autofinancement totale s'élève à 1 581,5 millions d'euros au 30 juin 2012 dont 1 383,5 millions d'euros de capacité d'autofinancement opérationnelle (contre 1 532,4 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité), 20,3 millions d'euros de capacité d'autofinancement financière (contre 8,5 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité) et 176,7 millions d'euros de capacité d'autofinancement des activités non poursuivies (contre 190,9 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité).

Le Groupe poursuit une politique d'investissement sélective tout en préservant les investissements industriels à caractère contractuel ou nécessaires à l'outil industriel.

Les investissements bruts ressortent ainsi 1 348 millions d'euros contre 1 199 millions d'euros au 30 juin 2011, dont 440 millions d'euros sont consacrés à la maintenance, 576 millions d'euros aux investissements de croissance, 186 millions d'euros aux investissements financiers et 146 millions d'euros aux nouveaux actifs financiers opérationnels.

Dans le même temps, le Groupe a procédé à des cessions industrielles et financières pour un montant total de 1 626 millions d'euros contre 1 048 millions d'euros au premier semestre 2011 et a perçu le remboursement d'actifs financiers opérationnels à hauteur de 200 millions d'euros.

Le **free cash flow** s'élève à +348 millions d'euros contre +155 millions d'euros au 30 juin 2011.

Cette amélioration au premier semestre 2012 par rapport à 2011 se rationalise par :

- la mise en œuvre du programme de cessions qui contribue au désendettement du Groupe pour un montant de l'ordre de 1 626 millions d'euros ;
- une maîtrise des investissements de maintenance sur le premier semestre 2012 et une politique sélective en matière d'investissements de croissance ;
- le retrait de la capacité d'autofinancement ;
- les mouvements saisonniers du BFR, ainsi que les évolutions contractuelles dans l'Eau en France, la dégradation des conditions de financement dans la Division des Services à l'Energie en Europe du Sud, compensé par des cessions de créances en France ;
- une augmentation des dividendes versés en numéraire comparativement à juin 2011 : 203 millions d'euros en 2011 contre 330 millions d'euros au 30 juin 2012.

L'**endettement financier net** s'élève à 14 693 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 14 730 millions d'euros au 31 décembre 2011, dont un effet défavorable des variations de change de -269 millions d'euros.

## OBJECTIFS ET PERSPECTIVES

- Pour la période 2012-2013, Veolia Environnement a pour objectif :
  - de céder 5 milliards d'euros d'actifs,
  - de réduire son endettement financier net en-dessous de 12 milliards d'euros<sup>1</sup>,
  - d'ajuster, face à la conjoncture économique, sa réduction de coûts en 2013 à 270 millions d'euros en brut et à 170 millions d'euros en net contre un objectif initial respectivement de 220 millions d'euros et de 120 millions d'euros,,
  - et de verser un dividende en 2013 de 0,7 euro par action, au titre de l'exercice 2012.
- Après 2013, le Groupe vise, en milieu de cycle :
  - une croissance organique de son chiffre d'affaires de plus de 3% par an,
  - une croissance de sa capacité d'autofinancement opérationnelle de plus de 5% par an,
  - à atteindre un leverage ratio Endettement Financier Net/ (Capacité d'autofinancement + remboursement des actifs financiers opérationnels) de 3,0x<sup>2</sup>,
  - à retrouver un taux de distribution au niveau de sa moyenne historique,
  - et à ajuster sa réduction de coûts en 2015 à 500 millions d'euros en brut et à 470 millions d'euros en net sur le résultat opérationnel, contre un objectif initial respectivement de 450 millions d'euros et de 420 millions d'euros
- En conclusion, le Groupe confirme ses objectifs.

<sup>1</sup> Hors effet de change de clôture

<sup>2</sup> à +/- 5%



## ANNEXES

### RÉSULTATS PAR DIVISION

#### EAU

PAO au 30 juin 2012 (en millions d'euros)	PAO au 30 juin 2011 retraité (en millions d'euros)	Variation 2012/2011	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
<b>6 095,3</b>	5 927,4	2,8%	2,3%	-1,2%	1,7%

La progression du **chiffre d'affaires** de la division Eau à périmètre et change constants s'explique à la fois par des effets favorables d'indexation en France et de hausses tarifaires en Europe Centrale et Orientale, de bonnes performances de l'Asie dans les activités d'exploitation et par la croissance des activités industrielles de Technologies et Réseaux.

- La contribution négative de la croissance externe au chiffre d'affaires de la division Eau sur le premier semestre 2012 s'explique principalement par les cessions réalisées en 2011 (notamment l'impact de la réorganisation des activités en Asie).
- **Pour les activités d'exploitation**, le chiffre d'affaires est en léger recul de -0,5% en courant (+0,2% à périmètre et change constants). **En France**, la légère progression de l'activité à 0,1% (+0,7% à périmètre constant) s'explique par un effet prix favorable lié à l'évolution des indices. Cet impact ne compense pas totalement l'impact de la poursuite de la baisse des volumes vendus par rapport à 2011 (de l'ordre de -2% sur le premier semestre 2012 par rapport au premier semestre 2011) particulièrement sensible pour des raisons climatiques au second trimestre 2012 et l'effet des renégociations contractuelles.  
**A l'international**, le chiffre d'affaires est en léger retrait de -0,8% (-0,1% à change et périmètre constants). En Europe, la croissance repose sur les bonnes performances en Europe Centrale et Orientale (effet prix favorable en République Tchèque et extension de l'activité existante en Roumanie) en dépit de la baisse des volumes vendus. Le chiffre d'affaires en Asie-Pacifique est en progression de 1,5% (en recul de -3,5% à change et périmètre constants). Il progresse en Chine grâce à la hausse globale des volumes et à la poursuite du processus de hausse des tarifs (notamment à Tianjin Shibeï et Shenzhen) malgré l'impact de la baisse du chiffre d'affaires construction et un tassement des volumes vendus aux clients industriels. Le reste de l'Asie est marqué par la progression de l'activité travaux en Corée qui compense en partie un recul en Australie suite à la fin du contrat d'Adelaïde. Aux Etats-Unis, le retrait de -2,5% (-9,9% à périmètre et change constants) est essentiellement lié à la fin du contrat d'Indianapolis en août 2011.
- **Les activités Technologies et Réseaux** sont en progression de 11,1% (7,7% à périmètre et change constants) L'activité bénéficie de la croissance des activités auprès des clients industriels, notamment dans l'activité « Design and Build », de l'avancement des travaux sur l'incinérateur de boues à Hong Kong ainsi que du développement à l'international de la Sade.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2012	Au 30 juin 2011 retraité	Δ change courant	Δ change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	<b>633,3</b>	699,3	-9,4%	-10,2%
Taux de marge CAFOP	<b>10,4%</b>	11,8%		
Résultat opérationnel récurrent	<b>352,5</b>	434,6	-18,9%	-19,5%
Taux de marge RESOP récurrent	<b>5,8%</b>	7,3%		

**La capacité d'autofinancement opérationnelle** s'élève à 633,3 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 699,3 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité, soit une baisse de -9,4% (-10,2% à change constant).

La marge de capacité d'autofinancement opérationnelle (ratio capacité d'autofinancement opérationnelle / produits des activités ordinaires) passe de 11,8% au 30 juin 2011 retraité à 10,4% au 30 juin 2012. Elle est pénalisée par une pression à la baisse sur les marges lors des renouvellements de contrats en France.

Pour les activités d'exploitation, la capacité d'autofinancement opérationnelle est en retrait à -11,4% en courant et à -12,2% à change constant.

**En France**, la baisse de la capacité d'autofinancement opérationnelle résulte des effets négatifs de l'érosion contractuelle dans un contexte de volumes vendus globalement en retrait par rapport au premier semestre 2011.

**A l'international**, la capacité d'autofinancement opérationnelle bénéficie de l'évolution favorable des activités en Europe Centrale et Orientale liée aux hausses tarifaires en Roumanie, Slovaquie et République Tchèque. Ces effets sont contrebalancés par l'évolution du contrat de Berlin et des pertes de valeur sur créances clients au Royaume-Uni qui impactent négativement la capacité d'autofinancement opérationnelle. Enfin la capacité d'autofinancement opérationnelle des activités Technologies et Réseaux est en progression en lien avec l'augmentation de l'activité auprès des clients industriels.

L'impact net des plans Performance et Convergence s'élève à 46 millions d'euros au 30 juin 2012, dont 17 millions d'euros au titre de Convergence.

**Le résultat opérationnel récurrent** ressort à 352,5 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 434,6 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité, en baisse de -18,9% (-19,5% à change constant). Outre la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle, le résultat opérationnel récurrent de la Division est pénalisé notamment par des dotations aux provisions opérationnelles incluant celle relative à la demande de baisse de tarifs de l'eau potable à Berlin par l'Office des Cartels allemands, à hauteur de 16 millions d'euros.

Les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -260,8 millions d'euros au 30 juin 2012 contre -237,7 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité ; la hausse étant essentiellement liée au développement en Europe Centrale et Orientale.

Ainsi, le taux de marge de résultat opérationnel récurrent (résultat opérationnel récurrent / produits des activités ordinaires) passe de 7,3% au 30 juin 2011 retraité à 5,8% au 30 juin 2012.

## PROPRETE

PAO au 30 juin 2012 (en millions d'euros)	PAO au 30 juin 2011 retraité (en millions d'euros)	Variation 2012/2011	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
4 481,9	4 553,6	-1,6%	-3,5%	-0,5%	2,4%

**Le chiffre d'affaires** de la division Propreté est en léger recul à -1,6% (-3,5% à périmètre et change constants).

Cette variation est principalement liée :

- au contexte macro-économique difficile et, en particulier, au ralentissement du deuxième trimestre conjugué à l'évolution défavorable du prix des matières premières recyclées ;
- et à la réalisation du plan de recentrage géographique ;

En **France**, le chiffre d'affaires progresse de 1,5% (0,9% à périmètre constant) ; la croissance de certaines activités, notamment des déchets spéciaux, conjuguée aux hausses tarifaires compense l'effet de baisse des prix des matières premières recyclées (papier/carton et métaux) ;

A **l'international**, le chiffre d'affaires est en recul de -3,4% (-6,2% à périmètre et change constants). Le chiffre d'affaires de l'Allemagne décroît de -10,8% (-12,6% à périmètre constant) sous l'effet tant de la baisse des prix que des volumes de matières, ainsi que d'un contexte concurrentiel tendu dans le secteur industriel. Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni est en retrait de -2,4% (-7,4% à périmètre et change constants), avec une moindre activité construction sur les contrats intégrés et une tendance structurelle à la baisse des volumes enfouis, dans un environnement macro-économique difficile. En Amérique du Nord, la croissance de 9,6% (+1,7% à périmètre et change constants), est notamment tirée par la progression des activités de traitement des déchets spéciaux. En Asie-Pacifique, le chiffre d'affaires progresse de 9,4% (+1,2% à périmètre et change constants) en raison de l'effet favorable de la taxe d'enfouissement (Landfill Tax) en Australie.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 30 juin 2012</b>	Au 30 juin 2011 retraité	Δ change courant	Δ change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	<b>505,1</b>	497,6	1,5%	-1,1%
Taux de marge CAFOP	<b>11,3%</b>	10,9%		
Résultat opérationnel récurrent	<b>181,0</b>	215,0	-15,8%	-18,0%
Taux de marge RESOP récurrent	<b>4,0%</b>	4,7%		

**La capacité d'autofinancement opérationnelle** s'élève à 505,1 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 497,6 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité, soit une progression de 1,5% (-1,1% à change constant).

Au 30 juin 2012, l'évolution de la capacité d'autofinancement opérationnelle est le reflet :

- d'un effet de base défavorable sur les prix des matières premières notamment en France et en Allemagne, le premier semestre 2011 ayant connu des niveaux de prix historiquement élevés ;
- d'un contexte macro-économique difficile, particulièrement au deuxième trimestre 2012, en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne, ce qui affecte directement les activités de collecte commerciale et de services industriels ;
- de la tendance structurelle à la baisse des volumes enfouis en Grande-Bretagne,
- du retournement des difficultés opérationnelles du premier semestre 2011 et des coûts de restructurations afférents ;
- de la progression des activités de déchets spéciaux en France et aux Etats-Unis.

Elle bénéficie par ailleurs de la mise en œuvre des Plans Performance et Convergence pour 23 millions d'euros, dont 7 millions d'euros au titre de Convergence

La marge de capacité d'autofinancement opérationnelle augmente de 10,9% au 30 juin 2011 retraité à 11,3% au 30 juin 2012.

Le résultat opérationnel récurrent ressort à 181,0 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 215,0 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité, soit un retrait de -15,8% (-18,0% à change constant).

Outre la variation de la capacité d'autofinancement opérationnelle, le résultat opérationnel récurrent de la Division est pénalisé notamment par des dotations aux provisions opérationnelles qui incluent notamment au 30 juin 2012 des pertes de valeur sur actifs non courants liées au programme de recentrage.

Les dotations nettes aux amortissements sont stables à -305,2 millions d'euros au 30 juin 2012 contre -300,4 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité.

Le taux de marge de résultat opérationnel récurrent passe de 4,7% au 30 juin 2011 retraité à 4,0% au 30 juin 2012.

## SERVICES A L'ENERGIE

<b>PAO au 30 juin 2012</b> <i>(en millions d'euros)</i>	PAO au 30 juin 2011 retraité <i>(en millions d'euros)</i>	Variation 2012/2011	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
<b>3 920,6</b>	3 597,8	9,0%	5,9%	3,2%	-0,1%

Le chiffre d'affaires progresse de 9,0% (5,9% à périmètre et change constants) ; la variation s'explique principalement par l'effet favorable du prix des énergies (154,4 millions d'euros comparé au 30 juin 2011).

- En **France**, le chiffre d'affaires progresse de 9,9% (+11,1% à périmètre constant) sous l'effet de la hausse du panier combustible moyen, combiné à un environnement climatique nettement plus favorable que sur le premier semestre 2011 dans un environnement concurrentiel compétitif.
- A l'**international**, l'activité progresse de 8,2% (1,4% à périmètre et change constants). Les pays d'Europe Continentale affichent une hausse de 19,4 % en courant avec notamment l'effet de l'acquisition du réseau de Varsovie sur le dernier trimestre 2011. A périmètre et change constants, l'activité est en progression de 5,2%, en lien avec la progression du prix de la chaleur en dépit de la baisse des volumes

(République Tchèque et Lituanie) et de l'arrêt des subventions sur la vente d'énergie cogénérée, en Hongrie. L'activité en Europe du Sud est pénalisée par un effet volume défavorable en Espagne ainsi que par le retrait de l'activité travaux en Italie. Par ailleurs, l'activité aux Etats-Unis en baisse de -10,0 % (-16,8 % à périmètre et change constants) a été pénalisée par un effet climat défavorable combiné à un prix des énergies exceptionnellement bas.

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2012	Au 30 juin 2011 retraité	Δ change courant	Δ change constant
Capacité d'autofinancement opérationnelle	<b>287,9</b>	362,3	-20,5%	-19,7%
Taux de marge CAFOP	<b>7,3%</b>	10,1%		
Résultat opérationnel récurrent	<b>173,0</b>	258,4	-33,0%	-31,8%
Taux de marge RESOP récurrent	<b>4,4%</b>	7,2%		

**La capacité d'autofinancement opérationnelle** s'élève à 287,9 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 362,3 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité, soit une baisse de -20,5% (-19,7% à change constant). Ce recul s'explique par la perte de valeur des créances italiennes à hauteur de 88,7 millions d'euros dans un contexte de financement difficile des collectivités locales italiennes.

La capacité d'autofinancement opérationnelle de la division Services à l'Energie est en retrait en France du fait d'un environnement concurrentiel plus compétitif.

A l'international, la capacité d'autofinancement opérationnelle hors impact de la perte de valeur des créances italiennes est en hausse et résulte notamment de :

- un effet favorable du prix des énergies dans les Pays Baltes, la République Tchèque et la Hongrie, effet limité dans ce dernier pays par l'arrêt de la subvention sur la vente d'énergie cogénérée ;
- la contribution du nouveau contrat du réseau de chaleur de Varsovie (SPEC) qui est limitée par la baisse des certificats d'énergie en Pologne.

L'impact des plans Performance et Convergence s'élève à 26 millions d'euros au 30 juin 2012, dont 5 millions d'euros au titre de Convergence.

La marge de capacité d'autofinancement opérationnelle passe de 10,1% au 30 juin 2011 retraité à 7,3% au 30 juin 2012. Hors perte de valeur des créances italiennes à hauteur de 88,7 millions d'euros, ce taux de marge s'élèverait à 9,6%.

**Le résultat opérationnel récurrent** ressort à 173,0 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 258,4 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité, soit une variation de -33,0% (-31,8% à change constant).

Les dotations nettes aux amortissements s'élèvent à -127,8 millions d'euros au 30 juin 2012 contre -115,4 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité.

Au global, le taux de marge de résultat opérationnel récurrent passe de 7,2% au 30 juin 2011 retraité à 4,4% au 30 juin 2012. Hors perte de valeur des créances italiennes de 88,7 millions d'euros, ce taux de marge s'élèverait à 6,7%.

## AUTRES

PAO au 30 juin 2012 (en millions d'euros)	PAO au 30 juin 2011 retraité (en millions d'euros)	Variation 2012/2011	Dont croissance interne	Dont croissance externe	Dont effet de change
<b>282,9</b>	225,1	25,6%	16,9%	7,1%	1,6%

Le chiffre d'affaires du secteur opérationnel « Autres » est constitué principalement du produit des activités ordinaires de la SNCM, de ProActiva MedioAmbiente (Joint-venture avec FCC) et d'Eolfi (Energies renouvelables).

La croissance de ce secteur de +25,6% (+16,9% à périmètre et change constants) s'explique essentiellement par la croissance de Proactiva de 13,5% (10,6% à périmètre et change constants) dans ses pays d'implantation.

La capacité d'autofinancement opérationnelle de ce secteur passe de -26,8 millions d'euros au 30 juin 2011 retraité à -42,8 millions d'euros au 30 juin 2012.

Cette dégradation sur la période est due principalement aux pertes de valeurs sur des projets éoliens enregistrées dans l'activité des énergies renouvelables aux Etats-Unis.

## DEFINITIONS COMPTABLES

- Indicateurs strictement comptables (« GAAP » : Generally Accepted Accounting Principles)

La capacité d'autofinancement totale telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5.

Le taux de marge RESOP est défini comme étant le ratio résultat opérationnel / produits des activités ordinaires des activités poursuivies.

Le coût de l'endettement financier net représente le coût de l'endettement financier brut, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

Le résultat net des activités non poursuivies est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

- Indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »)

Par ailleurs, le Groupe utilise pour ses besoins de gestion des agrégats à caractère non strictement comptable (« indicateurs non GAAP ») qui sont des indicateurs pertinents des performances opérationnelles et financières du Groupe ; ces agrégats se définissent de la façon suivante :

- Le terme "croissance interne" (ou « à périmètre et change constant ») recouvre la croissance résultant :
  - du développement d'un contrat existant, notamment du fait de la hausse des tarifs et/ou volumes distribués ou traités,
  - des nouveaux contrats,
  - des acquisitions d'actifs affectés à un contrat ou un projet particulier.
- Le terme "croissance externe" recouvre les acquisitions (intervenues sur l'exercice présent ainsi que celles ayant eu un effet partiel sur l'exercice passé), nettes de cessions, d'entités et/ou d'actifs utilisés sur différents marchés et/ou détenant un portefeuille de contrats multiples.
- Le terme "variation à change constant" recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.
- L'endettement financier net (EFN) représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie et hors réévaluation des dérivés de couverture de la dette ;
- Le taux de financement est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies ;
- Le résultat opérationnel récurrent et le résultat net récurrent attribuable aux propriétaires de la société mère correspondent respectivement au résultat opérationnel et au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère ajustés des pertes de valeur sur écarts d'acquisition, des écarts d'acquisitions négatifs constatés en résultat et de certains autres éléments définis comme non récurrents. Un élément comptable est non récurrent s'il n'a pas vocation à se répéter à chaque exercice et s'il modifie substantiellement l'économie d'une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie ;
- La marge de capacité d'autofinancement opérationnelle est définie comme étant le ratio capacité d'autofinancement opérationnelle/produits des activités ordinaires des activités poursuivies ;
- Le taux de marge RESOP récurrent est défini comme étant le ratio résultat opérationnel récurrent / produits des activités ordinaires des activités poursuivies ;
- Le free cash flow ou cash flow libre correspond au cash généré (somme de la capacité d'autofinancement totale et du remboursement des actifs financiers opérationnels) net de la prise en compte de la partie cash des éléments suivants : (i) variation du BFR opérationnel, (ii) opérations sur capitaux propres (variations de capital, dividendes versés et reçus), (iii) investissements nets de cessions (y compris la variation des créances et autres actifs financiers), (iv) intérêts financiers nets versés et (v) impôts versés.
- Les investissements nets tels que pris en compte dans le tableau de variation d'EFN incluent les investissements industriels nets de cessions industrielles (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de cessions), les investissements financiers nets de cessions financières (acquisitions d'actifs financiers nettes de cessions et y compris l'endettement net des sociétés entrantes et sortantes), les acquisitions nettes de cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, les nouveaux actifs financiers opérationnels, le remboursement des actifs financiers opérationnels. La notion d'investissements nets prend également en compte les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.
- Le Groupe dissocie les investissements de croissance qui génèrent du cash-flow supplémentaire des investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe.

<b>ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE</b>
---

<b>ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE ACTIF</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 30 juin 2012</b>	<b>Au 31 décembre 2011</b>
Goodwill	4 921,3	5 795,9
Actifs incorporels du domaine concédé	4 722,9	4 629,1
Autres actifs incorporels	1 184,3	1 280,8
Actifs corporels	6 890,8	8 488,3
Participations dans les entreprises associées	380,0	325,2
Titres de participation non consolidés	108,2	106,3
Actifs financiers opérationnels non courants	5 085,9	5 088,3
Instruments dérivés non courants - Actif	678,3	742,8
Autres actifs financiers non courants	814,2	736,5
Impôts différés actifs	1 219,5	1 263,9
<b>Actifs non courants</b>	<b>26 005,4</b>	<b>28 457,1</b>
Stocks et travaux en cours	1 115,4	1 020,8
Créances d'exploitation	10 645,9	11 427,6
Actifs financiers opérationnels courants	337,2	357,0
Autres actifs financiers courants	252,0	114,6
Instruments dérivés courants - Actif	47,3	48,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 550,4	5 723,9
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	4 757,0	3 256,5
<b>Actifs courants</b>	<b>21 705,2</b>	<b>21 948,5</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>47 710,6</b>	<b>50 405,6</b>

## ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE PASSIF <i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2012	Au 31 décembre 2011
Capital	2 610,4	2 598,2
Primes	8 466,3	9 796,2
Réserves et résultat attribuables aux propriétaires de la société mère	-4 051,3	-5 324,7
<b>Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>7 025,4</b>	<b>7 069,7</b>
Total des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	2 686,8	2 765,4
<b>Capitaux propres</b>	<b>9 712,2</b>	<b>9 835,1</b>
Provisions non courantes	2 009,7	2 077,1
Dettes financières non courantes	15 364,2	16 706,7
Instruments dérivés non courants - Passif	218,1	215,4
Impôts différés passifs	1 536,3	1 891,1
<b>Passifs non courants</b>	<b>19 128,3</b>	<b>20 890,3</b>
Dettes d'exploitation	11 351,3	12 598,6
Provisions courantes	582,3	604,8
Dettes financières courantes	3 966,0	3 942,3
Instruments dérivés courants - Passif	83,0	81,5
Trésorerie passive	492,4	440,2
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	2 395,1	2 012,8
<b>Passifs courants</b>	<b>18 870,1</b>	<b>19 680,2</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>47 710,6</b>	<b>50 405,6</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 30 juin 2012</b>	<b>Au 30 juin 2011 <sup>(1)</sup></b>
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>14 780,7</b>	<b>14 303,9</b>
<i>dont revenus des actifs financiers opérationnels</i>	190,2	182,8
Coûts des ventes	-12 465,3	-12 329,6
Coûts commerciaux	-297,9	-273,9
Coûts généraux et administratifs	-1 489,5	-1 525,1
Autres charges et produits opérationnels	-4,9	4,6
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>523,1</b>	<b>179,9</b>
Charges de l'endettement financier	-397,2	-405,3
Produits de trésorerie et des équivalents de trésorerie	35,5	59,3
Autres revenus et charges financiers	-33,5	-39,1
Impôts sur le résultat	-151,9	-291,9
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	10,3	5,6
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>-13,7</b>	<b>-491,5</b>
Résultat net des activités non poursuivies	245,7	460,1
<b>Résultat net</b>	<b>232,0</b>	<b>-31,4</b>
<b>Part des propriétaires de la société mère</b>	<b>153,1</b>	<b>-67,2</b>
Part des participations ne donnant pas le contrôle	78,9	35,8
<i>(en euros)</i>		
<b>RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE PAR ACTION <sup>(2)</sup></b>		
Dilué	0,30	-0,14
Non dilué	0,30	-0,14
<b>RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION <sup>(2)</sup></b>		
Dilué	-0,18	-1,11
Non dilué	-0,18	-1,11
<b>RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES NON POURSUIVIES PAR ACTION <sup>(2)</sup></b>		
Dilué	0,48	0,97
Non dilué	0,48	0,97

(1) Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les comptes de résultat :

- des activités en cours de cession soit :
  - l'intégralité de la contribution de Veolia Transdev (du 3 mars 2011 au 30 juin 2011), hormis les activités du groupe Société Nationale Maritime Corse Méditerranée (SNCM) exclues, au cours du premier semestre 2012, du processus de cession de Veolia Transdev ;
  - les activités d'éclairage public urbain (société Citelum) appartenant à la Division Services à l'Energie ;
  - l'activité Déchets Solides aux Etats-Unis dans la Division Propreté ;
- des activités cédées soit :
  - l'intégralité des activités de la Division Transport (du 1<sup>er</sup> janvier au 3 mars 2011) ;
  - les activités en Norvège dans la Division Propreté cédées en mars 2011 ;
  - des opérations allemandes dans la Division Services à l' Energie partiellement cédées en mai 2011 ;
  - les activités d'assistance liées à l'habitat (société Proxiserve) appartenant conjointement à la Division Eau et à la Division Services à l'Energie cédées en décembre 2011 ;
  - et l'activité régulée au Royaume-Uni dans la Division Eau cédée en juin 2012 ;

ont été présentées, au 30 juin 2012, rétrospectivement sur une ligne distincte « Résultat net des activités non poursuivies ».

Par ailleurs, les activités d'incinération de Pinellas, dans la Division Propreté aux Etats-Unis, dont le processus de cession a été interrompu au cours du second semestre 2011, ne sont plus présentées en résultat des activités non poursuivies.

(2) En application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat net par action pour 2011 est ajusté suite à la distribution de dividendes en actions intervenue en juin 2012. Le nombre ajusté s'établit à 487 millions d'actions (dilué et non dilué) au 30 juin 2011.

Au 30 juin 2012, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation s'établit à 505,5 millions (dilué et non dilué).



## ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Au 30 juin 2012</b>	Au 30 juin 2011
Résultat net	232,0	-31,4
Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnels	947,7	1 556,5
Amortissements et pertes de valeurs financiers	1,4	10,5
Plus ou moins values de cessions et de dilution	-275,5	-532,1
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	-10,3	-6,2
Dividendes reçus	-3,3	-3,0
Coût de l'endettement financier net	400,5	381,9
Impôts	197,3	307,3
Autres éléments	91,7	48,2
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>1 581,5</b>	<b>1 731,7</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	-609,4	-657,6
Impôts versés	-152,1	-210,1
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>820,0</b>	<b>864,0</b>
<b><i>Dont flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies</i></b>	<b>62,9</b>	<b>-11,3</b>
Investissements industriels	-1 003,3	-914,7
Cessions d'actifs industriels	65,7	80,3
Investissements financiers	-79,1	-44,7
Cessions d'actifs financiers	655,6	956,6
Actifs financiers opérationnels		
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-146,4	-170,1
Remboursements d'actifs financiers opérationnels	199,6	219,3
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des entreprises associées)	9,5	8,6
Créances financières non courantes décaissées	-68,2	-70,0
Créances financières non courantes remboursées	21,1	10,8
Variation des créances financières courantes	-50,8	-13,2
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-396,3</b>	<b>62,9</b>
<b><i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies</i></b>	<b>509,9</b>	<b>692,2</b>
Variation des dettes financières courantes	-533,4	-129,9
Nouveaux emprunts et autres dettes non courantes	1 295,2	618,9
Remboursements d'emprunts et autres dettes non courantes	-1 233,7	-29,1
Augmentation de capital	0,2	38,8
Réduction de capital		
Transactions entre actionnaires : acquisitions et cessions partielles	-97,6	-1,4
Mouvements sur actions propres		2,2
Dividendes versés	-505,3	-388,6
Intérêts financiers versés	-532,2	-469,7
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>-1 606,8</b>	<b>-358,8</b>
<b><i>Dont flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies</i></b>	<b>460,7</b>	<b>94,8</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>5 283,7</b>	<b>5 019,8</b>
Effets de change et divers	-42,6	-14,6
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>4 058,0</b>	<b>5 573,3</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 550,4	6 037,2
Trésorerie passive	492,4	463,9
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>4 058,0</b>	<b>5 573,3</b>

**PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE**

<b>30 juin 2012</b> <i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Royaume-Uni	Europe Centrale et Orientale	Reste de l'Europe	Etats-Unis	Océanie	Asie	Moyen-Orient	Reste du monde	<b>Total</b>
Eau	2 262,2	754,0	235,2	537,6	381,9	407,2	97,5	814,8	141,5	463,4	<b>6 095,3</b>
Propreté	1 743,1	552,5	817,3	151,4	213,3	351,1	382,1	118,5	54,3	98,3	<b>4 481,9</b>
Services à l'Energie	1 856,5	5,6	103,1	895,8	688,4	141,3	26,9	57,3	51,7	94,0	<b>3 920,6</b>
Autres	133,8	0,0	2,0	0,0	17,7	0,2	0,0	0,2	0,0	129,0	<b>282,9</b>
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>5 995,6</b>	<b>1 312,1</b>	<b>1 157,6</b>	<b>1 584,8</b>	<b>1 301,3</b>	<b>899,8</b>	<b>506,5</b>	<b>990,8</b>	<b>247,5</b>	<b>784,7</b>	<b>14 780,7</b>

<b>30 juin 2011 retraité</b> <i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Royaume-Uni	Europe Centrale et Orientale	Reste de l'Europe	Etats-Unis	Océanie	Asie	Moyen-Orient	Reste du monde	<b>Total</b>
Eau	2 302,8	746,1	260,1	477,7	366,3	348,5	136,2	702,1	122,3	465,3	<b>5 927,4</b>
Propreté	1 717,6	612,6	833,7	152,6	304,1	315,3	340,8	116,6	51,3	109,1	<b>4 553,6</b>
Services à l'Energie	1 689,6	4,9	96,0	750,5	698,1	157,1	22,0	49,1	41,0	89,4	<b>3 597,8</b>
Autres	<b>91,3</b>	<b>0,0</b>	<b>2,1</b>	<b>0,0</b>	<b>9,0</b>	<b>2,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>119,9</b>	<b>225,1</b>
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>5 801,3</b>	<b>1 363,6</b>	<b>1 191,9</b>	<b>1 380,8</b>	<b>1 377,5</b>	<b>823,7</b>	<b>499,0</b>	<b>867,8</b>	<b>214,6</b>	<b>783,7</b>	<b>14 303,9</b>

<b>Variations</b> <i>(en millions d'euros)</i>	France	Allemagne	Royaume-Uni	Europe Centrale et Orientale	Reste de l'Europe	Etats-Unis	Océanie	Asie	Moyen-Orient	Reste du monde	<b>Total</b>
Eau	-40,6	7,9	-24,9	59,9	15,6	58,7	-38,7	112,7	19,2	-1,9	<b>167,9</b>
Propreté	25,5	-60,1	-16,4	-1,2	-90,8	35,8	41,3	1,9	3,0	-10,8	<b>-71,7</b>
Services à l'Energie	166,9	0,7	7,1	145,3	-9,7	-15,8	4,9	8,2	10,7	4,6	<b>322,8</b>
Autres	42,5	0,0	-0,1	0,0	8,7	-2,6	0,0	0,2	0,0	9,1	<b>57,8</b>
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>194,3</b>	<b>-51,5</b>	<b>-34,3</b>	<b>204,0</b>	<b>-76,2</b>	<b>76,1</b>	<b>7,5</b>	<b>123,0</b>	<b>32,9</b>	<b>1,0</b>	<b>476,8</b>
<b>Variation (%)</b>	<b>3,3%</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-2,9%</b>	<b>14,8%</b>	<b>-5,5%</b>	<b>9,2%</b>	<b>1,5%</b>	<b>14,2%</b>	<b>15,3%</b>	<b>0,1%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Variation à change constant (%)</b>	<b>3,3%</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-7,8%</b>	<b>18,6%</b>	<b>-6,2%</b>	<b>1,2%</b>	<b>-5,9%</b>	<b>4,3%</b>	<b>12,2%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>1,8%</b>

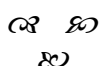
Les effets de la conjoncture économique peuvent être variables sur l'évolution du produit des activités ordinaires selon les zones géographiques notamment en fonction du mix des différentes activités du Groupe.

## **Avertissement important**

Veolia Environnement est une société cotée au NYSE et à Euronext Paris et le présent [document/communiqué] de presse contient des « déclarations prospectives » (*forward-looking statements*) au sens des dispositions du U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment : les risques liés au développement des activités de Veolia Environnement dans des secteurs très concurrentiels qui nécessitent d'importantes ressources humaines et financières, le risque que des changements dans le prix de l'énergie et le niveau des taxes puissent réduire les bénéfices de Veolia Environnement, le risque que les autorités publiques puissent résilier ou modifier certains des contrats conclus avec Veolia Environnement, le risque que les acquisitions ne produisent pas les bénéfices que Veolia Environnement espère réaliser, les risques liés aux termes et conditions figurant habituellement dans les accords de cession, le risque que le respect des lois environnementales puisse devenir encore plus coûteux à l'avenir, le risque que des fluctuations des taux de change aient une influence négative sur la situation financière de Veolia Environnement telle que reflétée dans ses états financiers avec pour résultat une baisse du cours des actions de Veolia Environnement, le risque que Veolia Environnement puisse voir sa responsabilité environnementale engagée en raison de ses activités passées, présentes et futures, de même que les risques décrits dans les documents déposés par Veolia Environnement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission. Veolia Environnement n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour ou réviser les déclarations prospectives. Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières peuvent obtenir gratuitement auprès de Veolia Environnement copie des documents enregistrés par Veolia Environnement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission.

*Retrouvez les communiqués de presse sur notre site : <http://www.finance.veolia.com>*

*Contact analystes et investisseurs institutionnels : Ronald Wasylec - Tél +33 (0)1 71 75 12 23*



*Pour information, la publication des **chiffres clés au 30 septembre 2012** sera faite le **7 novembre 2012**.*

**Veolia Environnement**  
**Présentation des résultats du premier semestre 2012**  
**Jeudi 2 août 2012 à 7h30**

Le slideshow et le webcast seront disponibles sur notre site :  
<http://www.finance.veolia.com/>